



L'hiver approche. Les prix montent. Les choses deviennent plus claires sur « le changement » et la colère monte, elle aussi.

Les étudiants de l'université de Pau vont être très contents d'apprendre que c'est l'anniversaire de la création, en 1944, des compagnies républicaines de sécurité. Voilà au moins une réforme de la Libération que M. Kessler ne tient sans doute pas à « éradiquer ».

C'est que le pouvoir d'Etat est le pouvoir d'user légitimement de la violence d'Etat, au profit d'une classe sociale contre une autre.

Devinez qui vient trinquer ce soir ?

L'offensive sarko-médévienne (les patrons du MEDEF) se poursuit sans faiblir. **Ou presque.**

Le code du travail est attaqué insidieusement. A droits constants, paraît-il, mais la réécriture « lisible » du code est visiblement à droits constamment croissants pour le patronat et tend à rendre toujours plus difficile la défense des salariés. La durée limitée du travail est une vieille lune rétrograde. Il est absurde de ne pas ouvrir les magasins le dimanche dans notre beau pays touristique. La durée de vie s'allonge, il faut donc que le « travail » en profite (que le surplus du profit dégagé par ce travail supplémentaire accroisse les revenus du capital). Le pouvoir d'achat des salaires baisse ? Les prix montent ? Travaillez plus, vous avez une chance de vous en tirer : fatigués, vous ne penserez plus à toutes ces futilités. Et vous allez être trop occupés à compter vos sous pour savoir si vous pourrez payer les « franchises » chez le médecin et à la pharmacie, l'essence de la voiture pour aller bosser, les cours supplémentaires pour les enfants et la retraite complémentaire par capitalisation pour vos (très) vieux jours.

Et tout ça, ce n'est pas la faute de nos pauvres dirigeants qui sont obligés d'obéir à Bruxelles !

Tiens, regardez, notre bon M. Trichet (I am not a french man), président de la banque centrale européenne : il s'attaque violemment à la décision allemande d'imposer un salaire horaire minimum de 8 à 9,8 euros dans le secteur postal, pour sauver la Deutsche Post de la concurrence sauvage qui voulait baisser au maximum les salaires : « ce salaire minimum est inutile et il est nocif pour les gains de productivité ».

En France, le démantèlement de la poste se poursuit, dans l'entreprise même : les dirigeants ont installé de nouveaux logiciels pour améliorer le rendement du travail dans les bureaux de poste. Mais il y a de moins en moins de titulaires fixes et, ces jours-ci, les

postiers se sont rendu compte que La Poste ne payait plus, dans les bureaux menacés de notre département, l'abonnement ADSL sans lequel les logiciels sont impuissants... Ça coince, ça marche mal. Si ça ne fonctionne plus, il va falloir fermer !

Le gaz ? Les trois administrateurs CGT au sein de l'entreprise publique ont calculé que si on voulait répercuter les gains de productivité et les prix d'achat sur les usagers, pardon sur les clients, il fallait **baisser** les prix de 10% avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2007. Le gouvernement et la direction de l'entreprise envisagent une « hausse modérée » de 5%.

Les retraites ?

Les perspectives démographiques ont notablement évolué dans le bon sens. La productivité du travail est une des plus hautes du monde. Depuis 1950, la part des retraites dans le PIB a augmenté de 7 points. Il faudrait l'augmenter de 0,3 point pour rester aux 37,5 années de cotisation dans le secteur privé, et de 0,37 point par an jusqu'en 2040, dans le pire des cas, pour maintenir le niveau des retraites sans augmenter la durée de cotisation. Mais le choix qui est fait par les patrons et le gouvernement est de confisquer toujours plus d'argent aux salariés. On veut maintenant leur confisquer leur RTT. Bientôt, il sera malvenu de prendre ses congés et bien plus avisé de se les faire « racheter ». Et les chômeurs là-dedans ?

Face à la poursuite de la marée noire sarko-médévienne et en dépit du silence affligeant des forces politiques qui devraient indiquer un autre chemin, prouver que non seulement il y a une alternative possible, mais encore qu'elle est indispensable, les salariés ont cessé de baisser la tête, de courber le dos et d'encaisser sans rien dire. Pas tous encore, mais le mouvement de refus et de lutte prend de l'ampleur et de la constance. Grâce aux luttes syndicales.

Dans le département, les salariés de **plusieurs entreprises** se sont mis en grève pour exiger des salaires décents, des conditions de travail acceptables. **Dans les transports**, des grèves sont annoncées pour exiger que de véritables avancées soient acquises pour les salariés. **Dans la Fonction Publique**, la lutte se poursuit sous d'autres formes dans l'université. **Au conseil général du département** une pétition pour les salaires et le régime indemnitaire a recueilli des centaines de signatures et a permis qu'une grève ait été bien suivie le 6 décembre. **Dans l'enseignement professionnel initial**, en partie grâce à un travail unitaire académique courageux, en dépit de manœuvres syndicales affligeantes de dernière minute, les personnels se sont mis en grève et ont manifesté le 6 également, soutenus par les parents et les élèves, pour refuser le démantèlement de cet enseignement, la suppression de centaines de postes et de sections, de milliers de places en BEP dans l'académie. **Dans l'enseignement agricole**, les salariés seront en grève le 14 décembre et prépareront cette grève par une semaine d'action pour s'opposer à la fermeture des lycées agricoles publics. Ce ne sont que quelques exemples.

La lutte intersyndicale connaît des difficultés. C'est bien normal dans un contexte politique instable et sans perspective alternative aveuglante.

C'est le rôle de notre FSU et particulièrement de notre courant de pensée de tracer les perspectives syndicales, construire patiemment les luttes et les alliances, nourrir la confiance en eux des personnels, éviter les attaques contre des organisations syndicales dont les traditions de lutte sont séculaires, et concentrer les coups contre un adversaire habile et fort, encore, d'une certaine légitimité électorale.

Mais, du fond de l'hiver qui arrive, germe une rupture porteuse de succès populaires.

U&A 64, Pau, le 8 décembre 2007